

Approche historique et sociologique de la jeunesse

L'invention de la jeunesse, comme période de vie et comme catégorie de pensée, est étroitement liée à l'évolution de la pensée occidentale, plus spécifiquement à la promotion de l'individu. Après avoir représenté essentiellement une période d'attente, d'inaccomplissement, et ne justifiant aucun intérêt particulier, la jeunesse est perçue au 18^e siècle comme l'âge de l'éducation et de la préparation à la condition adulte. Historiquement, du point de vue scientifique, l'adolescence et la jeunesse ont d'abord été étudiées par les psychologues tels que G. Stanley Hall (1844 - 1924). Au 19^e siècle, ces derniers ont présenté l'adolescence comme un processus de maturation psychologique et sexuelle particulier. C'est seulement dans la seconde moitié du 20^e siècle que la sociologie s'est emparée de cet objet d'étude. L'élément déclencheur en a été la généralisation d'une scolarisation prolongée dans les pays développés. Les premiers travaux avaient émis l'hypothèse d'une sous-culture "jeune" mais cette position a très vite été critiquée, l'accent étant alors mis sur la mise en concurrence des groupes d'âge extrêmes via différentes formes de désignation et d'assignation sociales. Plus récemment, on a vu émerger des études centrées sur l'articulation entre différents âges de la vie et sur les seuils qui caractérisent ces derniers.

Les définitions de la jeunesse et les étapes d'entrée dans la vie adulte

Dans la société salariale du 20^e siècle basée sur la famille nucléaire, les étapes classiques d'entrée dans la vie adulte, se résumaient à quitter les parents pour devenir indépendant, en se mariant et en accédant à un emploi au départ duquel se construirait la carrière professionnelle pour les jeunes hommes, et en prenant son rôle maîtresse et de mère de famille pour les femmes. Ce modèle transitionnel sexué a été largement intériorisé par la population occidentale qui a cru (erronément) à un ordre social et biologique justifié par des traditions ancestrales et transcendant les classes sociales. Il a dans les faits très vite été mis à mal par un besoin supérieur de main d'œuvre qualifiée, masculine et féminine, ainsi que par une volonté d'accroître la consommation des ménages et donc leur revenu. De plus, les valeurs démocratiques défendues au lendemain de la deuxième guerre mondiale ne permettaient plus d'ignorer les discriminations issues de ce modèle hiérarchique de genre. Progressivement, de nouveaux modes de pensée se sont développés, valorisant pour tous l'autonomie, la compétence, la réussite ainsi que la mobilité et la flexibilité dans leurs différentes sphères de vie.

Aujourd'hui, pour des raisons administratives et en lien avec les politiques publiques, la définition de la jeunesse reste souvent associée à une tranche d'âge particulière. Pour l'Union Européenne, elle correspond par exemple à la tranche 15-25 ans. De leur côté, les scientifiques optent pour une définition et une lecture en termes de transitions vers l'âge adulte. La plupart d'entre eux ne négligent pas d'établir des comparaisons selon le groupe sexué et/ou de l'origine sociale. De manière globale, les recherches des vingt dernières années ont montré combien ces transitions, en regard au modèle précédant, et cela qu'elles concernent la famille ou l'emploi, étaient désormais retardées, ne se déroulaient plus de manière ni automatique ni simultanée et perdaient progressivement leur caractère irréversible. Dans un premier temps, les sociologues et démographes ont continué à se référer à la notion de 'cycle de vie'. Depuis lors, devant le flou toujours plus important au niveau des différents seuils et transitions, et au vu de la multiplicité des modèles de conjugalité et de parentalité, au vu des changements conjoncturels et structurels de l'emploi, l'expression de 'trajectoire de vie' a progressivement remplacé celle de cycle de vie. Que remarque-t-on concrètement?

Par exemple, un nombre grandissant de jeunes allongent la durée des études, en reprennent après une période d'interruption, combinent emploi et formation ; de nombreux jeunes vivent dans un logement indépendant, tout en continuant à dépendre matériellement ou affectivement de leurs parents, et à retourner en famille chaque week-end. Certains autres peuvent aussi y revenir à la suite d'un échec sentimental ou de la perte d'un emploi. D'autres jeunes encore restent vivre chez leurs parents tant qu'ils continuent à étudier ou qu'ils n'arrivent pas à trouver un emploi et un revenu stables ; certains n'y arrivent désormais jamais. Ainsi, même si les jeunes se considèrent comme des êtres autonomes, maîtres de leurs aspirations et décisions, un bon nombre d'entre eux éprouve des difficultés à accéder à une véritable indépendance et tous les parents ne sont pas dans les conditions pour pouvoir assurer le soutien matériel nécessaire sur la durée.

De son côté, le mariage a perdu son caractère obligé et majoritaire et la vie en couple revêt les formes les plus diverses. On peut ainsi faire couple à un âge plus précoce qu'avant mais sans que cela se traduise forcément par le fait de se marier ou de rester ensemble pour la vie. Certains jeunes optent désormais pour une « vie en solo » ou la subissent après constatation d'un manque de partenaire fiable ou désirable. D'autres optent pour la colocation prolongée, parfois parce qu'ils ne peuvent accéder à un autre type de logement. Certains décident de vivre en couple tout en gardant une parfaite indépendance tandis que d'autres encore se disent en couple sans partager le quotidien, ni vivre sous le même toit...

Les jeunes ont aujourd'hui les cartes en main pour décider de devenir parent ou pas, combien de fois et à quel moment. Mais ces choix et temporalités restent aujourd'hui tributaires du milieu social d'origine et du niveau d'éducation. Les jeunes femmes originaires des groupes sociaux les moins favorisés, groupes qui, par ailleurs, défendent le plus la complémentarité des rôles sexués, continuent à devenir mères plus jeunes que les autres. Cet investissement plus précoce et plus exclusif dans la maternité peut aussi s'expliquer du fait de leurs perspectives particulièrement peu favorables sur le marché du travail et en emploi.

Le fait de devenir parent s'avère aujourd'hui le tournant décisif par lequel la personne se retrouve confrontée à des responsabilités irréversibles qui changent profondément son statut et la font entrer dans la vie adulte. Certains jeunes renoncent à devenir parents par crainte d'un avenir incertain, parce qu'ils appréhendent les contraintes liées à la parentalité, ou encore parce qu'ils refusent de voir son standard de vie diminuer. Ce qu'on remarque surtout, c'est le report de l'âge de la première maternité qui n'a cessé d'augmenter sur les dernières décennies (aujourd'hui l'âge moyen au premier enfant est proche de la trentaine). Les manières de procréer et de devenir parents se sont également diversifiées. Il n'est ainsi pas rare que des couples dans la trentaine doivent avoir recours à la procréation assistée. Par ailleurs, l'acceptation croissante des couples homosexuels ont amené de nouvelles façons de concevoir conjugalité, parentalité et même procréation.

Ainsi, entre la fin de l'adolescence, la fin des études et le premier enfant, s'est intercalée une nouvelle période de vie courant sur plusieurs années et variable selon les parcours et les groupes sociaux. Dans ce contexte, la tâche de socialisation qui consiste à apprendre les rôles adultes et à leur faire correspondre des statuts effectifs semble devenue beaucoup plus compliquée pour les nouvelles générations. Celles-ci doivent inventer leur rôle dans la société et, non plus simplement, reproduire ce que leurs parents ont fait. Ici non plus, tous les jeunes ne disposent pas des mêmes ressources et capitaux culturels, sociologiques et économiques pour adopter les attitudes et stratégies socialement reconnues et qui garantissent le meilleur avenir. Progressivement, au cours des dernières décennies, l'ascenseur social s'est enrayé et spécialement au détriment des jeunes les moins qualifiés. A l'objectif d'égalité, s'est progressivement substitué celui de promotion des diversités. Ce changement de vocabulaire illustre à lui seul les changements de paradigmes en cours. Les stéréotypes entre groupes sociaux - d'âge, de classe sociale et de sexe - reprennent ainsi de la vigueur.

La jeunesse au regard de la société : entre fascination et appréhension

Nos sociétés actuelles manifestent une attitude ambivalente vis à vis de la jeunesse. Fascinées par les valeurs qui lui sont associées, c'est-à-dire la beauté, la performance, la santé, ..., elles sont attirées, séduites par celle-ci. Conjointement, même si elles acceptent l'idée le contexte économique auquel la jeunesse est confrontée est peu enviable, elles dévalorisent cette dernière craignant qu'elle bouscule leurs certitudes, menace leurs places sociales et leurs privilèges. Selon un sondage de novembre 2011 par exemple 63% des Français voyaient les jeunes comme égoïstes et 53% comme paresseux¹. Les jeunes eux-mêmes semblent partager cette image dégradée. Ainsi 63% de jeunes français s'accordaient simultanément à admettre que leur génération serait peu respectueuse ou négligente².

¹ Sondage publié le 24 Novembre 2011, réalisé par Ipsos pour Logica/Le Monde.

² Enquête réalisée en Décembre 2011 par le MRJC en partenariat avec le CES-CEREQ

Selon J.C. Richez, chercheur à l'INJEP*, si l'on prend du recul, on peut voir que l'image véhiculée de la jeunesse s'avère complexe et que six « référentiels » caractérisent cette image³ :

- Le premier, « familialiste », repose sur l'idée que le jeune ne relèverait que de la sphère familiale : les jeunes sont des mineurs sans responsabilités ni droits propres hors de leur famille.
- Le second est celui du « contrôle social » : Il s'agit ici de surveiller et éventuellement de punir les jeunes qui sont perçus comme un danger. Dans cette conception, occuper les jeunes devrait permettre qu'ils ne dérapent pas.
- Le troisième que le chercheur nomme « insertion économique et sociale » positionne le jeune comme un problème. Il faut traiter individuellement les carences des jeunes car ils ne sont pas adaptés au travail.
- Le référentiel suivant, « éducatif » porte en lui l'idée que la jeunesse n'est qu'une question d'éducation : c'est à l'école et au service public de l'orientation de trouver les solutions.
- Le cinquième référentiel est celui du « développement local » qui considère la jeunesse comme une réponse au vieillissement de la population. Il s'agit dès lors d'ancrer les jeunes dans un territoire ou de les y attirer.
- Enfin, le dernier référentiel, « autonomie », implique le jeune dans la construction de son parcours. Il s'agit d'accompagner les initiatives des jeunes par des démarches responsabilisantes.

Toutes ces conceptions donnent l'image d'une jeunesse carencée, non intégrée et passive. Elles vont à l'encontre de nombreux résultats de recherche qui montrent une jeunesse qui voudrait prendre part aux débats de société, qui est à l'affût de rencontres, d'échanges, des savoirs, savoir-faire et savoir-être. On peut remarquer qu'on lui donne en définitive peu la parole, l'initiative ou encore de responsabilités. Dans une enquête récente de 2011 menée par JOC/CSA⁴, 75% des jeunes interrogés ont estimé ne pas être reconnus ni entendus par la société. On constate en outre que plus les stéréotypes à leur encontre pleuvent, plus nombreux sont les oiseaux de mauvaise augure - personnes, mouvements d'opinion ou institutions- qui remuent le spectre de l'insécurité et d'un délitement moral qui serait à attribuer à la jeunesse qu'il s'agirait dès lors de surveiller, voire de combattre. Cette dernière serait désormais à nouveau apparentée à une 'classe dangereuse'. A noter qu'on retrouvait déjà cette inquiétude des adultes face à la jeunesse, ~~considérée comme dangereuse tout au long du~~ au 19^e siècle. Cette dimension de peur ~~et d'amalgame~~ fait partie, depuis longtemps, de la représentation sociale de la jeunesse. A partir du moment où la jeunesse a existé socialement, elle a toujours été stigmatisée et manipulée sur le plan idéologique et politique.

Mais qui sont finalement ces jeunes de 18 – 25 ans ?

Certains observateurs pensent que la société hérite de la jeunesse qu'elle mérite (Baccardi Pit) et que les jeunes seraient largement à l'image de leurs parents, valorisant le provisoire et la mobilité tout en recherchant conjointement certaines sécurités et reconnaissances (culturelle, juridique mais amoureuse et affective selon le philosophe et sociologue A. Honneth). Cela pourrait expliquer que la famille reste une des valeurs les plus plébiscitées par les citoyens, y compris par les jeunes. Par « famille », il semble bien que ces derniers entendent une vie familiale stable, organisée autour de rapports chaleureux. L'insistance sur la confiance entre intimes et l'harmonie dans les relations personnelles sont aussi à noter. Louis Roussel parle à ce niveau d'engagements amoureux fondés sur un pacte du bonheur. Cette tendance se confirme, même si conjointement - et cela quel que soit leur niveau d'étude et leur condition sociale - les jeunes partagent l'idée que chacun peut choisir librement sa manière de vivre.

³ <http://www.animafac.net/assets/Presse/Avis-Representation-des-jeunes.pdf> (2012)

⁶ <http://www.orleans.catholique.fr/evenements/toutes-les-actualites/3483-enquete-joc.html>

O. Meyer⁵ invite, lui aussi, à prendre conscience que les jeunes sont à l'image d'une société où l'austérité et la rigueur sont de mise, où les situations des personnes et des ménages sont contrastées, où beaucoup de personnes sont épuisées, vivent dans des univers et familles éclatés ou s'en trouvent prématurément écartés suite à un remariage des parents par exemple.

Force est de constater que, malgré une vision de l'avenir parfois sombre et inquiétant et en dépit des transformations rapides et profondes que traversent nos sociétés, une forte majorité des jeunes restent dans le rang, désirent s'engager, partagent avec leurs aînés bon nombre de rêves, valeurs et attitudes, que ce soit dans le domaine, familial, privé ou professionnel.

Certaines recherches insistent, quant à elles, sur ce que la jeunesse actuelle aurait de spécifique et la différencierait des générations qui l'ont précédée. On parle parfois d'elle comme de la génération « C » pour créativité, communication, collaboration et connexion, le tout façonné par une technologie régie par l'immédiateté. Un point commun aux jeunes de cette génération serait leur ouverture sur le monde, leur conscience et leur sensibilité particulière pour les problèmes environnementaux, sociétaux qui caractérisent la planète. Les jeunes se montreraient également moins nationalistes et xénophobes que leurs aînés, surtout lorsqu'ils ont fait des études longues. Un autre point commun de cette génération serait ses modes de sociabilité, ses façons d'être ensemble, ses tendances à se livrer, parfois jusqu'à l'impudeur, sur les réseaux sociaux. Les jeunes attachent beaucoup d'importance, dans leur définition d'eux-mêmes, aux rapports étroits qu'ils entretiennent avec leurs proches, et surtout avec leurs amis. Cela devient une valeur en soi. On remarque aussi un fort attachement des jeunes à l'espace social proche, leur ville ou leur localité. Ils s'identifient ainsi fortement au lieu dans lequel ils développent leurs relations sociales quotidiennes. Ainsi, les jeunes seraient loin d'être indifférents et passifs. Ils se questionneraient énormément et seraient en fait hypersensibilisés et surinformés concernant tout ce qui se passe dans leur environnement immédiat comme dans les endroits les plus lointains de la planète. La génération « C » est aussi souvent décrite comme rejetant l'hyper individualisme des aînés et n'acceptant plus de tout sacrifier au travail. Conjointement, une majorité des jeunes pense que la priorité leur revient en matière d'emploi par rapport aux aînés et ils se positionnent en faveur d'une mise à la retraite précoce de ces derniers, confortant l'observation du sociologue P Bourdieu qui soulignait que la frontière entre jeunesse et vieillesse est dans toutes les sociétés un enjeu de lutte. Comme leurs aînés, les jeunes accordent une certaine importance au travail, mais ils ont aussi tendance à valoriser davantage le temps libre et la convivialité. Le travail professionnel ne constituerait plus une valeur en soi mais plutôt un domaine parmi d'autres d'expression et d'épanouissement de soi. La nouvelle génération prendrait en fait acte du fait que la génération précédente a beaucoup donné d'elle-même pour au bout du compte se faire licencier, souvent sans raison valable et sans considération. Dans une économie hyperconcurrentielle et une conjoncture de crise, elle développerait de nouveaux mécanismes d'adaptation et de mise à distance des situations et des personnes qui les inquiètent, dont les employeurs. Elle anticiperait ainsi les ruptures, obligeant en retour les organisations qui veulent se les fidéliser à revoir leurs pratiques et à accepter plus de souplesse et d'agilité⁶. Néanmoins, au bout du compte, les jeunes se montreraient plus anxieux que ne l'étaient leurs aînés aux mêmes âges. On dénombre aujourd'hui de plus en plus de jeunes en dépression, faisant des tentatives de suicide⁷. Cette anxiété s'avèrerait autant liée aux difficultés d'insertion professionnelle et dans la vie adulte qu'au sentiment de solitude et d'abandon de certains jeunes. Cette anxiété augmente pour les jeunes de milieu populaire.

⁵ Barabel M., Meier O. et Perret A. (2012) *Travailler avec les nouvelles générations Y et Z*, Editions Studyrama-Vocatis

⁶ Article 'Génération hyperconnectée' dans *Références. Osez les talents*. N° 2. 29/9/12

⁷ Selon B De Vos, délégué aux droits de l'enfant "Rapport relatif aux incidences et aux conséquences de la pauvreté sur les enfants, les jeunes et leurs familles", par le Délégué général aux Droits de l'enfant ; Novembre 2009, pp. 30-32

Une jeunesse ou plusieurs à deux vitesses ?

Les travaux sociologiques récents s'accordent néanmoins aujourd'hui sur le fait que le fossé se creuse actuellement au niveau des ressources et du pouvoir de négociation dont disposent les jeunes aux deux extrémités de l'échelle sociale. On parle à ce propos de « jeunesse à deux vitesses », la dualisation de la société se marquant fortement dans la classe d'âge jeune particulièrement exposée aujourd'hui aux risques de précarité et d'instabilité matérielle et professionnelle.

Aujourd'hui, en Belgique, le taux de pauvreté se situe aux alentours des 15% en Belgique pour la population en Belgique ainsi pour le groupe des 16-24 ans. Ce résultat à première vue surprenant peut s'expliquer par le fait qu'on considère pauvre la personne appartenant à un ménage pauvre. Hors nombreux sont les jeunes qui restent comptés comme membres du ménage de leur(s) parent(s) alors que leur situation de vie est beaucoup plus diversifiée. On arrive au paradoxe selon lequel le risque de connaître la pauvreté et de s'y enliser imprègne la vie d'un large pan de la population jeune, cela alors que ce phénomène reste paradoxalement largement invisible, notamment du fait de la difficulté d'obtenir des informations fines croisant les dimensions d'âge, de situation de vie et de niveau de diplôme. Des études ciblées confirment aujourd'hui qu'un jeune sur cinq âgé entre 16 et 24 ans, et vivant seul ou dans une famille, devrait se débrouiller avec un revenu en-dessous du seuil de la pauvreté. Et ce taux monterait encore dans la population jeune non qualifiée comme dans les ménages desquels ils sont souvent originaires. Selon EU-SILC, pour les 18 ans et plus, en 2009, le taux de pauvreté était estimé à 6.5% au sein de la population fortement qualifiée, à 11.2% dans la population à niveau de qualification moyen pour atteindre 23.8% dans la population peu qualifiée.

Les difficultés rencontrées sur le marché du travail sont en lien avec ce phénomène. De nos jours, la Belgique obtient de bons résultats en matière le taux de scolarisation des jeunes puisque le pourcentage de jeunes âgés de 20 à 24 ans qualifiés (ayant au moins terminé l'enseignement secondaire supérieur) est supérieur aux moyennes européennes tandis que celui des jeunes de 18 à 24 ans peu qualifiés est inférieur aux moyennes européennes⁸. Et pourtant, conjointement, le taux d'interruptions prématurées de scolarité*

*pourcentage des jeunes de 18 à 24 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur au maximum

reste une préoccupation importante : celui-ci était de 13.8 % en Belgique (15.5% en Région Wallonne) fin décembre 2011. A ce moment, le FOREM dénombrait parmi ses demandeurs d'emploi, demandeurs d'allocations et jeunes en stage d'attente, 22 % de sujets âgés de moins de 25 ans dont un peu plus de la moitié n'a pas dépassé le niveau de l'enseignement secondaire du deuxième degré. Enfin, quatre sur dix étaient également inoccupés depuis deux ans et plus. Un des problèmes cruciaux lié à l'emploi concerne le taux des jeunes chômeurs peu qualifiés. Celui-ci est de 35,9 % en Belgique (pour une moyenne de 27,3 % au niveau des 15 principaux pays de l'Union Européenne). Le sous-groupe des jeunes issus de l'immigration est particulièrement touché avec un taux de chômage qui monte encore à 39,9 % en Belgique (contre 30,3 % en Europe)⁹.

8

⁹ <http://www.sudinfo.be/225591/article/actualite/belgique/2011-10-08/1%E2%80%99emploi-des-jeunes-surtout-immigres-ou-peu-qualifies-reste-un-gros-probleme>

En fait, dans tous les pays européens, les seules caractéristiques individuelles des jeunes ne peuvent suffire à expliquer la situation défavorable des jeunes peu diplômés dans la société. L'offre de travail peu qualifié a chuté et sa qualité s'est dégradée alors que les mécanismes sociaux, institutionnels et sociétaux qui aiguillent précocement une partie des jeunes vers des qualifications peu porteuses en matière d'emploi sont toujours bien présents. De leur côté, les politiques publiques et le marché du travail alimentent au bout du compte la concurrence entre les classes d'âge. La classe jeune dispose aujourd'hui de peu de pouvoir de négociation pour défendre ses intérêts. Pour profiter d'avantages financiers, les entreprises sont tentées de recourir massivement au recrutement de jeunes en sous-statut et de stagiaires très peu, voire non rémunérés. Certains de ces postes de travail deviennent permanents et permettent de sortir les jeunes de la catégorie 'travailleurs pauvres' mais, le plus souvent, ils sont strictement limités dans le temps, le temps que dure l'avantage fiscal ou financier. Mal encadrés, occupés à des tâches sans rapport avec leur formation, des jeunes se retrouvent surexploités sans que leur passage dans l'entreprise soit toujours une expérience qualifiante.¹⁰ Ainsi, qu'elle soit voulue ou subie, la transition professionnelle, et notamment celle des jeunes, constitue une période charnière où les services publics de l'emploi ont un rôle central d'intermédiation et d'encouragement positif à jouer. De manière générale, les enquêtes montrent qu'une majorité des jeunes contemporains pensent qu'ils ne vivront pas mieux que leurs parents mais les sujets les plus exposés à des difficultés d'emploi connaissent le plus haut taux de dépression et éprouvent le plus de mal à trouver leur place dans la société. Toutes les précarités et difficultés s'additionnent les unes aux autres pour constituer un cercle vicieux dans des cas qui, aujourd'hui, ne font plus exception: scolarité cahotique, difficulté à trouver un emploi durable et qui permette de vivre décemment et de faire des projets personnels, affectifs et de parent ; difficulté d'autonomie financière et résidentielle alors que les liens aux parents, souvent eux-mêmes en situation de précarité, sont souvent fragiles ou brisés ; confrontation parfois conflictuelle aux institutions sociétales vécues comme contrôlantes, discriminantes ; sentiment d'échec, d'être trahit ; déficit de confiance en soi et dans l'avenir, ennui, déracinement total par rapport à leur pays d'origine parfois. Les obstacles pour accéder à l'autonomie sont nombreux. Même les jeunes fortement diplômés ne sont plus sûrs aujourd'hui d'éviter les petits boulots, les périodes de chômage et le découragement. Néanmoins, le souvent quand, à l'autre bout de l'échelle des diplômes, d'autres se contentent de viser à garder un emploi en acceptant de multiples concessions, ces jeunes arrivent à se stabiliser et à avancer le temps passant dans ce qui ressemble toujours à une carrière professionnelle. Quelques formations de haut niveau dans le domaine technique et de gestion permettent à des jeunes diplômés d'accéder sans attendre à un statut social, à un haut standing de vie, cela grâce un salaire et à des avantages financiers et matériels intéressants.

Dans les milieux aisés, les jeunes hommes et les jeunes femmes se ressemblent aujourd'hui davantage qu'avant. Ils partagent de plus en plus les mêmes espaces de formation et de loisirs, cela même si le choix de profession reste toujours marqué par le genre (métiers techniques pour les garçons ; métiers de la communication et du care pour les filles). Ils ont largement intériorisé le principe d'égalité des sexes et ont reçu de leurs parents une éducation présentée comme plus égalitaire et 'neutre' à ce niveau

Il en va autrement pour les jeunes issus des milieux plus défavorisés. Nous l'avons déjà mentionné, l'éducation qu'ils reçoivent en famille est souvent plus traditionnelle, toujours plus fortement marquée par des représentations très différenciées du féminin et du masculin.

Les avancées en termes d'égalité sexuée profitent avant tout aux jeunes femmes des milieux aisés qui peuvent accéder à des études supérieures autrefois réservées aux hommes et qui peuvent désormais prétendre à une trajectoire professionnelle longue et à une autonomie financière et de vie. Ainsi, les

¹⁰ http://www.alternatives-economiques.fr/le-chomage-frappe-surtout-les-moins-qualifies_fr_art_378_23123.html

recherches récentes montrent que si l'écart d'opportunités augmente entre groupes sociaux, il augmente également de manière significative une dualisation de situation entre les femmes contemporaines selon leur niveau de diplôme .

Les jeunes femmes issues de milieux moins favorisés, peu diplômées, se retrouvent, quant à elles, souvent en position de faiblesse dans la société de par les types d'emploi et de revenus auxquels les politiques sociales et d'emploi leur permettent d'accéder. Il s'agit d'emplois à temps partiel, à durée déterminée, particulièrement mal payés, à horaire peu adaptés à la vie familiale et dans des secteurs associés à des savoir-faire féminins naturels et dès lors considérés comme ne demandant pas de compétences particulières à valoriser. Leur situation en emploi est objectivement plus défavorable que celles des jeunes hommes à même niveau de qualification même si, subjectivement, elles supportent et admettent plus facilement qu'eux le sort qui leur est réservé. Face aux difficultés de reconnaissance dans la sphère publique et professionnelle, certaines jeunes femmes vont être tentées de se raccrocher au rôle de mère qu'elles considèrent au bout du compte comme le plus porteur et le plus gratifiant mais ce qui va les fragiliser socialement en retour. Des enquêtes européennes sur les valeurs démontrent d'ailleurs que ce sont les femmes les moins diplômées qui, aujourd'hui, intériorisent le plus l'idée que le travail de la mère met en péril le développement et l'instruction de leurs enfants, position qui va encore accentuer leur exposition aux risques sociaux.

De leur côté, les jeunes gens exposés à la marginalisation sociale et professionnelle tout en étant confrontés à l'uniformisation et l'élévation des aspirations sociales sont ceux qui aujourd'hui manifestent le plus haut niveau de frustration économique et sociale. Certains se retrouvent plus à risque d'opter vers des styles de vie alternatifs, parfois tentés d'exhiber une masculinité violente et stéréotypée comme preuve d'accès à leur statut d'homme. D'autres souffrent de ne plus pouvoir jouer le rôle de père et de pourvoyeur de revenus de la famille auquel ils aspirent.

Le fait que les partenaires de couple ne se choisissent pas au hasard crée une troisième type de dualisation sociale : d'un côté, des couples où les deux partenaires ont un ancrage de qualité sur le marché du travail et une sécurité d'existence ; et de l'autre côté, des couples où les deux partenaires sont exposés à l'insécurité d'emploi et de vie. Aujourd'hui, les jeunes couples les moins diplômés sont exposés à un risque supérieur de rupture de couple et ultérieurement de dislocation des liens familiaux et parentaux.

Les jeunes et les valeurs de solidarité

Les politologues remarquent que la jeunesse se retrouve aujourd'hui profondément divisée dans sa relation à la société et qu'on peut remarquer un renversement de situation par rapport aux années 1960. A cette période, les révoltés étaient représentés par les jeunes éduqués et les conformistes par les jeunes non diplômés. La situation s'inverse aujourd'hui, même si dans de nombreux cas, la révolte des laissés pour compte reste passive, se cantonne dans des quartiers précis où elle se retourne souvent contre eux-mêmes et leurs proches.

En fait, alors que la solidarité familiale (parents, frères et soeurs) reste une valeur sûre et centrale pour l'ensemble des jeunes, ceux-ci semblent en effet faire preuve d'une solidarité interne très relative. De manière générale, les jeunes expriment d'ailleurs moins souvent que les autres tranches d'âge des intentions altruistes et ne remettent pas non plus clairement en cause les idées libérales, quand bien même ils adhèrent à de nouvelles formes de participation protestataire (pétitions sur le net et rassemblements) et, cela indépendamment de leur origine sociale, de l'appartenance religieuse ou politique¹. «

Une des hypothèses avancées réside dans la montée de ce que les auteurs appellent une « morale relationnelle », les jeunes accordant beaucoup d'importance à leurs groupes d'amis et évaluant dès lors la moralité d'une action moins en fonction de principes abstraits (de moins en moins transmis

d'ailleurs par les familles), qu'en fonction de l'effet concret que cette dernière pourrait avoir sur ceux qu'ils fréquentent le plus intimement (résultat confirmé par la recherche récente PIDOP que nous avons menée et qui portait sur la citoyenneté des jeunes)¹¹.

Les jeunes n'adhèrent ainsi plus nécessairement au même type d'associations que leurs aînés. Tandis que l'adhésion aux organisations politiques et syndicales baisse, l'adhésion aux organisations culturelles et associatives augmente. Les jeunes donnent priorité aux activités qui contribuent au plus près à leur épanouissement personnel et des écarts importants sont ici à nouveau observés selon le niveau d'instruction : ainsi, le taux de participation à des associations passe du simple au double entre jeunes peu scolarisés et jeunes ayant fait des études supérieures.

Conclusion

Les différents phénomènes que nous avons rapidement évoqués et introduits sont concentrés différemment dans les différentes régions, ce qui influence le moral et les représentations des populations qui observent et/ou subissent. Une bonne compréhension de ces évolutions demande de prendre en compte tous les niveaux d'analyse : individuel, relationnel, groupal, organisationnel, institutionnel, historique et de ne pas se laisser tenter par des explications simplistes et généralisantes.

¹¹ Gavray, C., Fournier B. & Born M. Non-conventional political and civic expression in youth: a question of societal vulnerability and contempt, *Human Affairs*, 22, 3, 405-418.